

**FIN DU PROCÈS  
DE L'ATTENTAT  
CONTRE LE PALAIS  
DU GOUVERNEMENT  
14 peines capitales  
pour une affaire pas  
comme les autres**

*C'est tard dans la soirée de mercredi dernier que le tribunal criminel près la cour d'Alger a rendu son verdict dans le procès de l'affaire de l'attentat contre le Palais du gouvernement. A l'exception de deux inculpés, les autres mis en cause dans cette affaire ont été tous condamnés à la peine de mort.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - A ce titre, Bouderbala Fateh, l'ex-emir du GSPC d'Alger, et six de ses acolytes ont été condamnés à la peine capitale. La même peine a été prononcée également à l'encontre de Haddouche Salim, Ouzendja Khaled, Slimane Adlane, Bechar Hacène et Maârouf Khaled.

Une peine de 10 ans de réclusion a été prononcée contre Kritos Mourad. Boudina Noureddine, frère de Merouane, l'auteur de l'attentat à la voiture piégée contre le Palais du gouvernement a été, quant à lui, condamné à 3 ans de prison ferme pour «non-dénonciation de crime».

Au total, dans cette affaire quatorze personnes, dont 8 en fuite, à leur tête l'ex-emir national du GSPC et actuel d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, ont vu le tribunal criminel prononcer à leur encontre la peine de mort.

Pour rappel, l'attentat à la voiture piégée perpétré contre le Palais du gouvernement, le 11 avril 2007, avait fait 20 morts et 222 blessés, tandis que celui de Bab Ezzouar avait fait 11 morts et plus de 100 blessés.

Lors de l'audition, des révélations fracassantes ont été dévoilées au grand jour par les mis en cause dans cette affaire. C'est le cas de Boudina Noureddine, frère de Merouane, qui a porté à la connaissance du tribunal criminel l'entrevue qu'il a eue avec son frère à quelques heures de l'attentat.

Bouderbala Fateh, «émir» de la région d'Alger, avait reconnu, lors de l'instruction judiciaire, avoir suivi par téléphone l'itinéraire de trois kamikazes qui étaient à bord des véhicules piégés jusqu'à leur arrivée sur les lieux ciblés (Palais du gouvernement, siège de la police judiciaire Est de Bab Ezzouar et de l'ambassade du Danemark) où il leur avait donné l'ordre, selon ses dires, d'actionner leurs ceintures d'explosifs.

Ainsi, si les terroristes chargés des opérations-suicide du Palais du gouvernement et du commissariat de Bab Ezzouar avaient pu réussir à atteindre leur but, le kamikaze qui s'était dirigé vers l'ambassade du Danemark n'a pas pu se faire exploser en raison de l'intervention opportune du policier de faction devant l'ambassade.

A. B.

**Le Soir d'Algérie  
RECRUTE**

un correcteur confirmé.

Se présenter au journal du samedi au mercredi à partir de 14h au 1, rue Bachir Attar, Hassiba Ben Bouali.

**ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE**

# La sixième législature s'achève par l'adoption de trois ordonnances

*Les députés ont adopté, jeudi, les derniers textes de loi de cette législature. Trois ordonnances prises par le président durant l'inter-session parlementaire.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - La sixième législature de l'Assemblée populaire nationale s'est achevée par l'adoption de trois ordonnances présidentielles. Jeudi, les députés ont entériné les lois relatives aux circonscriptions électorales et au nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement, à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que la loi de finances complémentaire de l'année 2012. Le jour même, un groupe de députés ont dénoncé ce qu'ils considèrent

être «un recours, pour la énième fois, de la procédure abusive et expéditive de l'ordonnance présidentielle pour faire passer des lois sans débat».

Le communiqué, signé par Mahmoud Boudarène, Ali Brahimi, Djamel Ferdjallah et Mohamed Stiet, relève également «l'incapacité du gouvernement à prévoir et à organiser sur plus de six mois la dépense publique».

Notons que durant ces trois dernières années, ces mêmes élus ont été à l'initiative de plusieurs propositions de lois, notamment

celles relatives à la lutte contre la corruption, à l'abolition de la peine de mort ou encore celle destinée à l'enseignement obligatoire de tamazight. Des propositions qui ont toutes été rejetées.

**Comité frontalier avec la Libye**

Par ailleurs, en marge de la séance plénière de jeudi, le ministre de l'Intérieur a annoncé la création prochaine d'un «comité frontalier» commun avec la Libye afin de lutter contre le terrorisme. «La création de comité bilatéral frontalier vise à assurer la sécurité et la surveillance des frontières communes», a assuré Daho Ould Kablia en rappelant que des structures similaires mises en



Photo : NewPress

œuvre avec le Niger et le Mali ont donné des «résultats positifs».

Le ministre de l'Intérieur estime que dans le cas de l'Algérie, le danger terroriste

provient essentiellement de l'extérieur. D'où la nécessité de renforcer la coopération sécuritaire avec les pays voisins.

T. H.

**PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU LITTORAL**

## Cadastrage sur 50 km de profondeur

*Protéger et développer la bande littorale du pays qui s'étale sur un peu plus de 1 200 km nécessite au préalable de connaître le contenu de ce vaste territoire ? Chose désormais faite avec une opération de cadastrage qui s'est étalée sur une profondeur de 50 km.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est ce dont a fait part le ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, ce jeudi en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation.

M. Cherif Rahmani a indiqué que cette opération, qui s'inscrit en droite ligne du projet de relance de la loi relative à la protection et au développement du littoral, s'est soldée par le recensement de 22 îles, 132 forêts côtières, 34 dunes côtières, 33 sites marins et 26 zones humides. Aussi,

elle a permis l'identification des diffé-

rentes sources de pollution et la classification des zones «vulnérables» nécessitant «une protection particulière». En vue de veiller en permanence sur l'application de cette loi relative à la protection et au développement du littoral et pourvoir à son financement, un commissariat national du littoral avec 14 dénombrements locaux à travers le pays a été créé de même qu'un fonds national pour le financement des opérations de préservation du littoral, trois parcs nationaux ainsi que 14 plans d'aménagement des plages ont été élaborés. Relevant l'importance de l'intersectorialité et de la coordination aussi bien dans la sensibilisation sur son importance que dans l'intervention dans la protection du littoral qui a une valeur stratégique, économique, historique et patrimonial inestimable, le ministre a mis l'accent sur la décentralisation de la décision en la matière avec une implication plus significative des collectivités locales. Dans le sillage de cette stratégie de sensibilisation du public quant à l'importance de la protection du littoral, le ministre

de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire a évoqué les projets de trois musées (Oran, Tipasa et Annaba).

M. Rahmani rejettera, par ailleurs, le contenu d'un rapport du Sénat français selon lequel «l'Algérie déverse dans la mer quelque 10 tonnes de déchets issus des installations pétrolières», considérant qu'il est «à connotation politique dénuée de tout esprit scientifique». Dans ce sens, le

ministre a tenu à rappeler que notre pays s'est doté d'un plan d'intervention rapide en cas de catastrophe.

Elaboré en coordination avec plusieurs secteurs, il porte notamment sur la formation de cadres en matière d'intervention rapide et pourrait, selon M. Rahmani, «être élargi au niveau régional à travers la collaboration avec les pays du Bassin méditerranéen».

M. K.

**À DÉFAUT D'EXPLOITER LEURS  
TERRES AGRICOLES**

## Les privés tenus de les louer ou de les vendre

Les propriétaires des terres agricoles sont, désormais, tenus d'exploiter leurs terres. A défaut, ils sont contraints de les louer ou de les vendre pour ne pas subir les dispositions réglementaires.

Un décret exécutif a été publié en février dernier, a annoncé, ce jeudi, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, lors d'une séance plénière de questions orales au Conseil de la nation. M. Rachid Benaïssa, qui répondait à un sénateur sur la préservation par les pouvoirs publics du foncier agricole, a indiqué que ce décret vient en complément d'un autre décret datant de 1997 à même de rendre opérationnelles d'autres procédures portant sur l'exploitation des terres agricoles des propriétaires privés.

Il précisera que la loi d'orientation agricole de 2008 stipule dans son article 12 que les outils d'encadrement du foncier agricole concernaient aussi bien les terres du domaine privé de l'Etat que celles relevant des propriétaires privés. Elle contraint également, dans ses articles 20 et 22, les propriétaires publics et privés à exploiter leurs terres et à ne pas les détourner de leur vocation agricole. Une procédure dictée, selon le ministre, «par le fait que le foncier agricole est un élément important pour améliorer la sécurité alimentaire du pays, voire même de la souveraineté nationale qui interpelle aussi bien le secteur privé que public».

Ceci dit, les pouvoirs publics sont loin de se contenter de cet arsenal

réglementaire qui peut paraître répressif et contraignant aux yeux des propriétaires des terres agricoles détenteurs de plus de 6 millions d'hectares sur les 8,7 millions d'hectares de la surface agricole utile (SAU) du pays. Il est prévu des dispositifs incitatifs dont, notamment, des crédits bonifiés pour la valorisation de ces terres.

**Régulation prochaine  
de la mercuriale**

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a tenu à rassurer les chefs de ménage quant à la régulation prochaine de la mercuriale, notamment en ce qui concerne la pomme de terre. Ceci par, dira-t-il, la disponibilité imminente de quantités importantes de ce produit du fait que les agriculteurs ont pu accéder à leurs terres après la dernière vague de neige et de pluies torrentielle mais aussi suite au déstockage entamé ces derniers jours. M. Benaïssa évoquera également prochaine récolte du produit, d'où son optimisme quant à une baisse sensible des prix de la pomme de terre et des fruits et légumes. Aussi, M. Benaïssa a rassuré les agriculteurs qui ont pâti des dernières intempéries puisque, dira-t-il, l'Etat ne les abandonnera pas et des dédommagements leur seront concédés. «Il fallait d'abord sauver la saison, c'est chose faite, et tous les agriculteurs, qu'ils soient assurés ou pas, seront soutenus.»

M. K.